



N°30 – Du 22 au 28 juillet 2022

Zoom – L'Uruguay fait un pas de plus vers un accord de libre-échange avec la Chine, en marge du Mercosur

Le 21 juillet, les chefs d'État des pays membres du Mercosur (dont les fondateurs sont l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay) se sont réunis à Asunción, la capitale paraguayenne, pour le 60^{ème} sommet du bloc commercial régional. À cette occasion, les quatre partenaires ont, une nouvelle fois, confronté leurs visions concernant les orientations futures du bloc, et notamment les modalités de négociation de nouveaux accords avec le reste du monde. Ainsi, l'Uruguay, qui assure désormais la présidence *pro tempore* du bloc commercial, plaide de longue date pour une « modernisation » ou une « flexibilisation » des règles du bloc, lui donnant la possibilité de négocier avec des pays tiers sans avoir à recueillir le consentement de ses partenaires. À ce titre, le pays intensifie sa politique pour approfondir son ouverture commerciale, engageant unilatéralement des pourparlers pour conclure des traités bilatéraux, avec la Turquie notamment, ou en affichant ostensiblement son désir d'adhérer à des accords multilatéraux, à l'instar de l'Accord de partenariat transpacifique. Mais ce sont sans aucun doute les avancées pour conclure un accord commercial bilatéral entre l'Uruguay et la Chine qui ont le plus occupé les discussions lors du sommet. Une semaine auparavant, le président uruguayen, Luis Lacalle Pou, avait annoncé que son pays et la Chine venaient de conclure de manière « positive » l'étude de préféabilité d'un tel accord, entreprise en septembre 2021, et qu'ils commenceraient les négociations formelles afin d'explorer la possibilité de conclure un traité de libre-échange. Le calendrier des pourparlers, qui pourrait s'étendre sur plusieurs années, n'est pas connu. Dans tous les cas, la Chine joue désormais un rôle clé dans le commerce extérieur uruguayen : premier partenaire commercial, sa part dans les exportations et les importations du pays n'a cessé d'augmenter pour atteindre, respectivement, 27% et 19% en 2021. La Chine importe surtout de la viande bovine (45% de ses achats à l'Uruguay en 2021), de la cellulose (13%) ainsi que du soja (12%). Il s'agit en particulier du premier marché du principal produit exporté par l'Uruguay, la Chine captant 60% des exportations uruguayennes de viande. Cette part n'a cessé d'augmenter ces dernières années – elle était de 36% en 2016 et de 9% en 2012 – et semble justifier à elle seule la volonté du gouvernement uruguayen de conclure un accord de libre-échange qui bénéficiera à ce secteur stratégique. En effet, si la viande uruguayenne bénéficie d'un accès sans quota au marché chinois et de droits de douane faibles (de l'ordre de 12% pour la plupart des produits) par rapport aux barrières des autres marchés, les produits concurrents, qui proviennent d'Australie et de Nouvelle-Zélande, bénéficient déjà d'accords avec des conditions d'accès préférentielles. Par ailleurs, d'autres secteurs pourraient tirer profit d'un tel accord : selon la Chambre des Industries d'Uruguay, les productions de lait et de riz pourraient également être gagnantes. Toutefois, quelques secteurs seraient perdants, dont la métallurgie, l'automobile et le textile. Pour avancer les négociations, le gouvernement uruguayen devra ainsi s'accommoder de différents acteurs. Tout d'abord sur la scène nationale, puisqu'il cherche le soutien de la classe politique et devrait ouvrir un cycle de dialogue avec plusieurs parties prenantes, dont les entreprises. Mais aussi internationale car, en plus de devoir composer avec la Chine, le pays devra composer avec ses partenaires du Mercosur, en particulier l'Argentine et le Paraguay, qui considèrent que le bloc commercial tout entier devrait négocier selon la règle du consensus. Lors du sommet, le président uruguayen a précisé que son pays avancerait dans les négociations et qu'il laisserait la porte ouverte à ses partenaires pour négocier, s'ils le souhaitent, en tant que bloc commercial.

LE CHIFFRE À RETENIR

N° 1

Place de la Chine
dans le commerce
extérieur uruguayen

Principaux indicateurs macroéconomiques

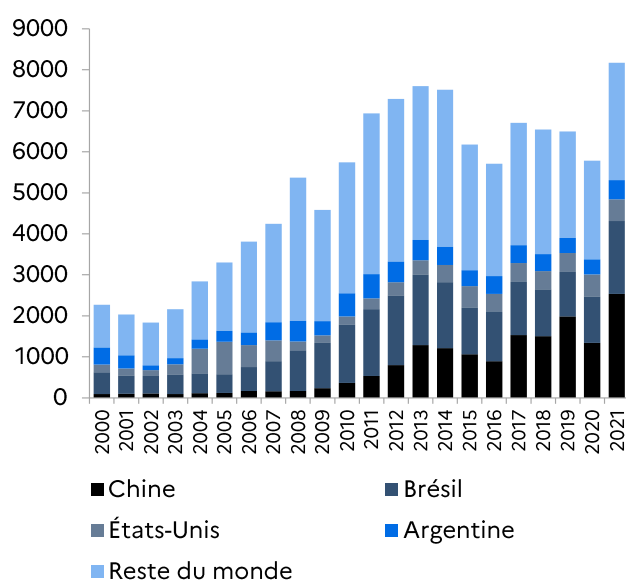
	Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels - 2021				
Croissance du PIB réel	10,3%	11,7%	4,2%	4,4%
Inflation (fin de période)	50,9%	7,2%	6,8%	8,0%
Solde budgétaire (% du PIB)	-4,3%	-7,7%	-3,7%	-4,2%
Dette publique (% du PIB)	80,6%	36,3%	33,8%	73,3%
Solde courant (% du PIB)	1,3%	-6,6%	0,8%	-1,8%
Dette extérieure (% du PIB)	58,3%	84,4%	49,9%	77,1%
Prévisions et projections - 2022				
Croissance du PIB réel - FMI	4,0%	1,8%	0,3%	3,9%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	3,2%	1,8%	0,2%	4,7%
Inflation (fin de période) - Agents économiques	76,0%	11,0%	8,5%	8,6%
Pour mémoire				
PIB nominal de 2021 (Mds USD)	488,6	316,9	38,3	59,4
Population (millions)	47,3	19,8	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

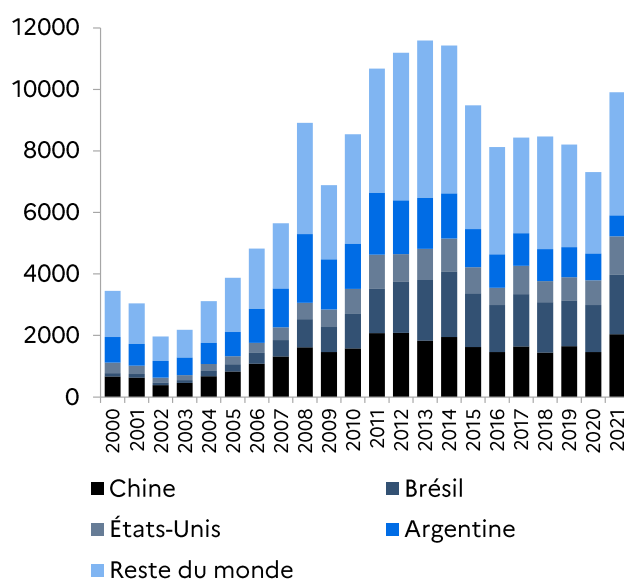
Graphique de la semaine

Uruguay – Parts des principaux partenaires commerciaux dans les exportations et les importations uruguayennes (MUSD)

Exportations



Importations



Sources : FMI, SER Buenos Aires

ARGENTINE

Le président argentin remanie en profondeur l'équipe ministérielle économique et crée un superministère de l'Économie

Après plusieurs semaines de fortes volatilités sur les marchés financiers et cambiaires, le président Alberto Fernández a nommé le président de la Chambre des députés, Sergio Massa, à la tête d'un nouveau superministère de l'Économie qui regroupe les ex-ministères de l'Économie, du Développement productif ainsi que de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche. Il sera aussi en charge des relations avec les organismes multilatéraux. De son côté, Silvina Batakis quitte le gouvernement, moins d'un mois après sa nomination à la tête du ministère de l'Économie, et prendra ainsi la direction de la banque publique de la Nation (ou Banco Nación). Le ministre du Développement productif, Daniel Scioli, et le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Julián Domínguez, ont également quitté le gouvernement.

D'autres nominations ont aussi annoncées, notamment celle de Mercedes Marcó del Pont, jusqu'ici ex-présidente de l'AFIP, soit l'administration fiscale et douanière, qui devient Secrétaire aux Affaires stratégiques à la présidence, remplaçant Gustavo Béliz. Ce Secrétariat contribue, entre autres, à la coordination des priorités stratégiques du pays en matière d'endettement extérieur vis-à-vis des organismes de crédit multilatéraux, régionaux et bilatéraux.

Le remaniement de l'équipe économique était réclamé depuis plusieurs jours par des gouverneurs des provinces qui s'inquiétaient

des répercussions sociales liées notamment à la hausse des prix (prévisions d'inflation comprises entre 75 et 90% pour la fin 2022) ainsi qu'au décrochage du peso observé sur le marché parallèle (chute de 36% depuis le début du mois de juillet). De plus, de leur côté, les acteurs économiques se montraient de plus en plus sceptiques sur la capacité de l'État argentin à maîtriser ses finances et à reconstituer ses réserves de change brutes (qui ont chuté de 3,1 Mds USD depuis début juillet, atteignant 39 Mds USD le 25 juillet).

Durant la journée du 28 juillet, la perspective d'une nomination de Sergio Massa à la tête d'une équipe économique très largement renforcée a entraîné une hausse des titres argentins de 11% en moyenne et un recul du risque-pays mesuré par JP Morgan de 134 points de base, pour s'établir à 2.510 points de base. Il atteint ainsi son niveau le plus bas depuis le 4 juillet dernier, date de l'entrée en fonction de Silvina Batakis. De même, après des semaines de hausse, le taux de change informel dit « Blue » s'est replié de 3,7%.

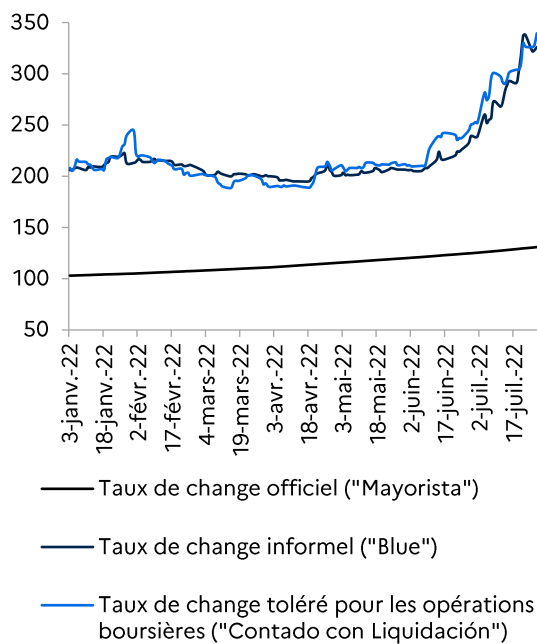
La Banque centrale établit un « dollar soja » pour encourager les entrées de devises des exportations agricoles

Le 25 juillet, le (désormais ex-) ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Julián Domínguez, a participé à la cérémonie de remise des prix portant sur l'innovation technologique qui s'est tenue au salon de l'agriculture de « La Rural », qui est situé dans la ville de Buenos Aires. À cette occasion, il a évoqué la période complexe que traverse l'Argentine en raison de la crise de change.

En effet, la valeur du dollar qui est issue des opérations boursières, qui sont dites « MEP » et « CCL » et qui permettent aux entreprises d'accéder à des dollars par l'achat et la vente

de titres sans les contraintes liées au marché cambiaire officiel, a enregistré une hausse de 30% depuis début juillet. Cette dépréciation du peso sur les taux de change toléré (MEP et CCL) et sur le taux de change informel (dit « Blue ») a généré des tensions sur le taux de change officiel, obligeant la Banque centrale à intervenir massivement afin de stabiliser la devise argentine (341 MUSD entre le 18 et le 21 juillet conduisant à une baisse des réserves brutes de 3,1 Mds USD depuis le début du mois, pour tomber à 39 Mds USD le 21 juillet).

Évolution, par rapport au dollar américain, des taux de change nominaux officiel, informel et toléré pour les opérations boursières



Sources : Banque centrale, Ámbito Financiero, SER Buenos Aires

Le président argentin Alberto Fernández a, dans ce contexte, exhorté le secteur agricole à exporter davantage de soja afin d'accroître les entrées de devises. En parallèle, Julián Domínguez a affirmé qu'il n'y aurait pas de dévaluation, ni de diminution des droits à

l'exportation. Il a également plaidé pour une accélération des ventes de céréales afin de faire face aux importations d'énergie durant l'hiver austral (le besoin en gaz entre la mi-juillet et septembre est estimé à environ 20 méthaniers GNL). De plus, selon les autorités argentines, les stocks agricoles atteindraient 23 millions de tonnes, ce qui représenterait 7 Mds USD d'exportations supplémentaires de soja et 4 Mds USD de blé et de maïs. De son côté, l'administration fiscale estime que les stocks de grains invendus totaliseraient près de 20 Mds USD.

Pour encourager les exportations, la Banque centrale a mis en place un taux de change temporaire et spécifique destiné au secteur agricole. Jusqu'au 31 août, les exportateurs de soja pourront ainsi vendre au taux officiel (actuellement à 131 ARS/USD) jusqu'à 70% de leurs exportations, les 30% restants pouvant être livrés à un dollar plus élevé dit « dollar solidaire » (239 ARS/USD le 27 juillet), soit au taux de change officiel auquel s'ajoutent les impôts PAIS de 30% et sur les bénéfices de 45%. Selon les évaluations des économistes, cette nouvelle mesure devrait permettre aux exportateurs de soja de gagner 0,3 USD pour un dollar de grain exporté, contre 0,27 USD avant l'adoption du dispositif.

La Banque centrale applique la plus forte hausse de son taux directeur depuis août 2019

La Banque centrale a très fortement accéléré le processus de normalisation de son taux directeur, lui appliquant sa plus forte hausse depuis août 2019. En effet, le taux des titres « Leliq » à 28 jours, qui fait office de taux directeur, a augmenté de 800 points de base (pdb) pour atteindre 60%, son niveau le plus élevé depuis décembre 2019. Ainsi, depuis le début de l'année 2022, la Banque centrale a



appliqué sept hausses à ce taux qui a, en cumulé, augmenté de 2.200 pdb.

Cette levée de taux vise ainsi à se rapprocher de l'objectif de taux d'intérêt réels positifs (inflation à 64% en juin en glissement annuel), notamment dans l'objectif d'approfondir le marché financier domestique en pesos et de financer le Trésor. Par ailleurs, elle intervient quelques jours après la dernière adjudication de titres du Trésor, au cours de laquelle le taux d'intérêt proposé pour ces titres a été levé de 600 pdb pour atteindre 70%. Cette levée de taux directeur de la Banque centrale a été enclenchée pour rester en cohérence avec le corridor de taux d'intérêt pour la politique monétaire mis en place mi-juillet, dont le taux plafond est celui des titres du Trésor et le taux plancher celui des « *pases* » (prêts interbancaires au jour le jour), qui a augmenté de 850 pdb pour atteindre 55%.

Par ailleurs, la Banque centrale a relevé le plancher du taux d'intérêt sur les dépôts à terme pour les particuliers, le fixant à 61% par an pour les dépôts à 30 jours jusqu'à 10 MARS (75.000 EUR au taux de change officiel). Pour le reste des dépôts à terme du secteur privé, le plancher a été fixé à 54%.

CHILI

LATAM renforce son partenariat avec Airbus avec l'achat de 17 A321neo

À l'occasion du salon aéronautique qui s'est tenu à Farnborough en Grande-Bretagne, le groupe Airbus a annoncé la signature d'un contrat avec LATAM Airlines Group pour l'achat de 17 avions monocouloirs A321neo.

Par ailleurs, selon un communiqué d'Airbus, LATAM a confirmé son intention de se doter de l'A321 XLR, un avion monocouloir à très long rayon d'action qui est en phase d'essais en vol en vue de sa certification. Cela devrait permettre à la compagnie d'accroître son offre de vols long-courriers sur le continent américain, permettant jusqu'à 11 heures de vol, et d'offrir ainsi la possibilité de desservir des destinations auparavant réservées aux avions gros-porteurs long-courriers. De plus, ce modèle vient directement répondre aux mutations qui sont observées sur les marchés internationaux depuis la pandémie, qui sont caractérisées par un recul de l'activité long-courrier et donc de l'utilisation d'avions gros-porteurs.

En ligne avec l'objectif de neutralité carbone 2050, l'A321neo intègre ainsi des moteurs de nouvelles générations qui permettent une économie de 20% de carburant et de CO₂, et une réduction du bruit de 50%. LATAM a également récemment signé avec plusieurs compagnies aériennes et Airbus une lettre d'intention afin d'étudier les possibilités d'un approvisionnement en crédits d'élimination du carbone issus du système de captage et de stockage direct du carbone dans l'air (ou DACCS pour *Direct Air Carbon Capture and Storage*).

Le groupe Airbus œuvre aussi pour améliorer son bilan carbone, notamment à travers le développement de la recherche portant sur les biocarburants. Le carburant d'aviation durable (ou SAF pour son sigle en anglais) devrait permettre de réduire les émissions de carbone jusqu'à près de 80% par rapport au kérosène conventionnel. En mars a eu lieu le premier vol avec l'A380 utilisant uniquement du biocarburant, le gros-porteur ayant volé pendant trois heures avec succès.



En Amérique Latine et dans les Caraïbes, Airbus reste donc un acteur majeur avec la vente de plus de 1.100 avions et 60% de part de marché de la flotte en service dans la région. Depuis 1994, Airbus a répondu à près de 70% des commandes de la région.

Ainsi, dans les échanges franco-chiliens, le secteur de l'aéronautique occupe un poste majeur : en 2021, l'excédent commercial a été de nouveau en faveur de la France (129 MEUR en 2021 versus un déficit de 168 MEUR un an plus tôt), grâce notamment à la reprise des livraisons. Cette tendance devrait se poursuivre au cours des prochaines années, compte tenu des livraisons programmées d'Airbus et de la sortie, approuvée fin juin par un tribunal américain, de LATAM de la procédure au titre du chapitre 11 de la loi sur les faillites des États-Unis.

Les premiers bus 100% électrique construits en Amérique Latine seront chiliens

Le premier bus 100% électrique chilien a été présenté au ministre des Transports chilien, Juan Carlos Muñoz, en juillet. Ce véhicule, qui a été conçu par l'entreprise chilienne Reborn Electric Motors, peut transporter jusqu'à 24 passagers sur une distance de 200 km.

Toutefois, Reborn Electric Motors ne compte pas s'arrêter là. En effet, l'entreprise prévoit déjà d'inaugurer sa toute première usine et projette une production annuelle de plus de 200 bus. De plus, un contrat de 104 véhicules électriques a aussi été signé avec l'entreprise nationale minière Codelco, afin de réduire l'impact environnemental des déplacements du personnel de la mine de El Teniente, à 120 km au Sud de Santiago.

Reborn Electric Motors désire jouer un rôle dans la stratégie de transition écologique du gouvernement chilien, tout comme d'autres entreprises, telles que Redbus Urbano, filiale de Transdev. Cette entreprise française, qui est le 1^{er} fournisseur de transport en commun de Santiago, a remporté l'appel d'offres de la concession des bus de Santiago (450 MEUR) au début de l'année 2022. Ainsi, l'entreprise exploitera une flotte totale de 912 bus, dont 258 bus électriques.

Le secteur du transport du Chili consomme près d'un tiers de l'énergie primaire du pays. Il dépend aussi à plus de 99% des dérivés du pétrole. Tout comme l'Union européenne, le Chili s'est engagé à interdire les ventes de véhicules thermiques légers et moyens dès 2035 et à électrifier entièrement sa flotte de bus urbains avant 2040. Ainsi, le ministère des Transports a récemment annoncé qu'au 3^{ème} trimestre de 2022, 107 nouveaux bus électriques entreront en service dans les rues de Santiago, soit 13% de la flotte actuelle. Ces chiffres placent Santiago comme la 2^{ème} ville au monde avec le plus grand nombre de bus électriques, après les villes chinoises.

La mobilité électrique est un enjeu tout particulièrement stratégique au Chili, 2^{ème} producteur de lithium et 1^{er} producteur de cuivre au monde. Le gouvernement prévoit aussi d'augmenter la valeur ajoutée de ces exploitations, en augmentant les activités de traitement du cuivre sur son territoire ou en développant la production de cellules de batterie sur place, essentielles à la mobilité électrique.

PARAGUAY

La Banque centrale ralentit le rythme de resserrement de sa politique monétaire

En continuité avec sa décision prise le mois dernier, le comité de politique monétaire de la Banque centrale du Paraguay a décidé de relever son taux directeur de 25 points de base (pdb), pour l'établir à 8%. Cette hausse est plus faible que celle du mois de juin, à 50 pdb, et intervient également un mois plus tôt qu'anticipé par les agents économiques, qui prévoyait ainsi un maintien du taux directeur à 7,75% en juillet.

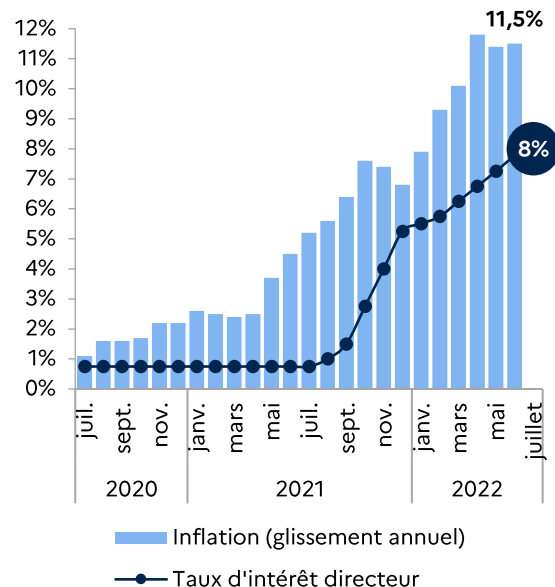
Le comité relève la dégradation du contexte international, tant vis-à-vis des perspectives de croissance mondiale que de l'inflation. Le FMI table ainsi sur une croissance mondiale de 3,2% en 2022, en recul de 0,4 points de pourcentage par rapport aux prévisions du mois d'avril. En outre, un taux d'inflation plus élevé que celui prévu par les marchés a été observés aux États-Unis (+9,1% en glissement annuel en juin) et dans la zone euro (+8,6% sur un an), de sorte que la BCE a relevé son taux directeur de 50 pdb ce mois-ci.

À cela s'ajoute une contraction de l'activité économique au Paraguay en juin, s'illustrant par le recul de l'indicateur mensuel d'activité économique (de -4,7% en glissement annuel), surtout du fait de la baisse importante de la production agricole, et de l'estimateur de chiffre d'affaires (de -5,3% sur un an) compte tenu, entre autres, de la baisse des ventes en supermarchés, de matériaux de construction et de services de télécommunications. Pour rappel, le mois de juin a également confirmé la persistance des tensions inflationnistes au

sein du pays (+11,5% en glissement annuel et +0,5% en rythme mensuel).

Dans ce contexte, les autorités monétaires ont réaffirmé leur engagement concernant l'objectif d'inflation de 4% à l'horizon 2024, une donnée qui reste relativement crédible auprès des agents économiques, puisqu'ils anticipent une inflation de 4,5% pour juillet 2024 (après 8,5% fin 2022 et 5,5% fin 2023).

Inflation et taux d'intérêt directeur de la Banque centrale



Sources : Banque centrale, SER Buenos Aires

L'Institut national des statistiques publie son rapport sur la pauvreté multidimensionnelle et éclaire sur les différentes problématiques socioéconomiques des ménages

L'Institut national des statistiques (INE) du Paraguay, en coopération avec un comité interinstitutionnel pour la pauvreté (Banque mondiale, UNICEF et OPHI), a présenté, pour la deuxième année consécutive et la période de 2016 à 2021, les résultats en termes de



pauvreté multidimensionnelle. L'objectif du rapport est de mettre en lumière l'incidence et l'intensité de cette pauvreté dans le pays, notamment dans le contexte de pandémie.

Tiré des réflexions éthiques de l'économiste et philosophe Amartya Sen sur le concept d'équité, l'aspect multidimensionnel de la pauvreté part ainsi du principe que celle-ci est non seulement monétaire, mais aussi propre à l'environnement socioéconomique de chaque individu. Par conséquent, l'INE distingue selon que l'impact de la pauvreté multidimensionnelle sur un ménage donné provienne de (i) son travail ou son régime de sécurité sociale, de (ii) son logement et des services associés, de (iii) son environnement de santé et, pour finir, de (iv) son éducation. De plus, parmi chacune de ces dimensions, 3 à 5 indicateurs permettent de mesurer et de rendre compte précisément de la pauvreté.

En 2021, le pourcentage de Paraguayens qui étaient considérés comme pauvres au sens multidimensionnel est estimé à 20,8%, une donnée inscrite dans une baisse constante depuis 2016 quand elle s'établissait à 34,3%. Cette tendance à la baisse est observée à la fois dans les zones rurales (59,6% en 2016 à 40,9% en 2021) et dans les zones urbaines (18,2% en 2016 à 9,0% en 2021).

Du reste, de fortes disparités géographiques persistent, tant entre zones rurale et urbaine qu'entre les départements du pays. À cet égard, il existe un très grand écart entre le département qui est le moins touché par la pauvreté multidimensionnelle (soit Asunción avec un taux à 5,9%) et celui qui est le plus touché (Caazapá avec un taux à 51,5%).

Le rapport présente aussi une comparaison entre la pauvreté monétaire et la pauvreté multidimensionnelle, pour savoir dans quelle

mesure la première est associée à la seconde. Il en ressort qu'en 2021, 42,5% des personnes situées en dessous du seuil de pauvreté multidimensionnelle n'étaient pas situées en dessous du seuil de pauvreté monétaire, ce qui confirme donc son caractère global. Plus précisément, cette population est affectée en premier lieu par le défaut de cotisation à un fonds de pension (pour 93% des individus situés dans cette catégorie), ainsi que par la difficulté d'accès aux services d'élimination des déchets (91%), et ce sans que la nature de la zone de résidence (rurale ou urbaine) n'ait une incidence substantielle.

Enfin, concernant l'intensité de la pauvreté multidimensionnelle, le rapport estime qu'un ménage est impacté, en moyenne, par 38,1% des indicateurs évoqués. Cette donnée est relativement stable depuis 2016, lorsqu'elle était fixée à 40,9%. Le constat selon lequel l'intensité de la pauvreté est presque deux fois plus élevée que son incidence (à 20,8%) interroge ainsi sur le ciblage et l'efficacité des politiques sociales visant à améliorer les indicateurs socioéconomiques mentionnés.

URUGUAY

L'exécutif détaille son projet de loi pour la réforme de la sécurité sociale et du système des retraites

Le 27 juillet, le président de l'Uruguay, Luis Lacalle Pou, a présenté aux dirigeants de la coalition gouvernementale les grandes lignes du projet de loi qui vise à réformer le système de sécurité sociale, l'essentiel des mesures concernant le système des retraites.

Si la date à laquelle le projet sera présenté au Parlement est encore inconnue à ce jour, les

différents partis politiques uruguayens ont d'ores et déjà annoncé qu'ils prendraient deux à trois semaines pour analyser ses 250 articles, en vue de les amender.

Sur le fond, le projet de loi propose ainsi de relever progressivement l'âge de la retraite à 65 ans pour l'horizon 2043. Mais pour l'heure, seront exemptés les travailleurs du secteur de la construction et des zones rurales. Par ailleurs, plusieurs avantages qui sont propres aux régimes spéciaux seront conservés, tels que le droit à quatre années de cotisation tous les trois ans pour les enseignants, ou la prise en compte de différentes primes pour les officiers de police et les militaires dans le calcul du taux de remplacement (c'est-à-dire le pourcentage du dernier revenu perçu au moment de la retraite).

Surtout, le texte transmis propose un recul progressif de l'âge de départ à la retraite. D'une part, les personnes nées entre 1967 et 1971 pourraient prendre leur retraite à un âge compris entre 61 et 65 ans, ce qui signifie que seuls les travailleurs de moins de 50 ans seront pleinement concernés par le nouveau régime. D'autre part, le système proposé commencerait à s'appliquer à partir de 2027, avec une période transitoire jusqu'à 2043 s'illustrant, dans un premier temps, par une pondération des règles actuelles (80%) et des règles nouvelles (20%) pour calculer le taux de remplacement. Le poids de chacune sera ainsi inversé à hauteur de 5% chaque année jusqu'à la disparition de l'ancien système. Le calcul de la pension prendra ainsi en compte les 25 meilleures années de la carrière.

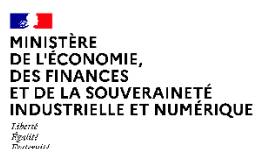
À terme, la volonté de l'exécutif demeure la refonte totale du système des retraites par l'instauration d'un régime unique, soit sans régime spécial selon la profession, et qui conserverait son caractère mixte, puisqu'il se

baserait sur trois piliers : (i) les transferts intergénérationnels, mais aussi (ii) l'épargne individuelle obligatoire et (iii) les cotisations complémentaires volontaires.

Le projet s'inscrit dans un contexte marqué par l'augmentation progressive du poids des retraites dans la dépense publique (11% du PIB), principalement du fait de la tendance démographique de l'Uruguay. À ce titre, le FMI avait encouragé le pays à poursuivre ses réflexions en termes de réforme structurelle. Par la suite, ces changements avaient été impulsés via la Commission d'experts pour la Sécurité sociale (CESS), qui a présenté fin 2021 les prémices du projet qui sera voté.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel,
Chef du Service économique régional de Buenos Aires

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :
Twitter :

samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr
[@Tresor_ConoSud](https://twitter.com/Tresor_ConoSud)